

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250512-lmc1390061-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 13 mai 2025
Date de publication : 13/05/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 MAI 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 25/284 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 35 000 € A L'ASSOCIATION PEGASE POUR L'ACTION ' TERRITOIRES SAFE ' - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/284

BUREAU DU 12 MAI 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 35 000 € A
L'ASSOCIATION PEGASE POUR L'ACTION '
TERRITOIRES SAFE ' - ANNEE 2025 - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 3 avril 2025, pour une subvention de fonctionnement de 35 000 €,

CONSIDERANT la demande de l'association « PEGASE » (Pôle SAFE) pour l'octroi d'une subvention de Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 35 000 € au titre de l'action « Territoires SAFE » en 2025,

CONSIDERANT que depuis 2010, le Pôle de Compétitivité SAFE œuvre à la structuration d'une filière « Solutions aériennes et sécurité » dont les drones demeurent un axe majeur. Ce travail a permis d'identifier et d'accompagner une communauté d'acteurs sur le territoire métropolitain tout en organisant une offre élargie de supports et de services. Avec l'appui de la plateforme d'essais C2RD, le pôle a pu organiser des expérimentations d'envergure sur la région et notamment sur le territoire de TPM (à port Pothuau, en 2021). Le Pôle SAFE participe au cluster de défense GIMNOTE et s'est investi dans la création du Club Sud Drones piloté par la Région qui associe les métropoles régionales, dont TPM, à la stratégie, aux actions et à la dynamique impulsée,

CONSIDERANT qu'en 2024, le pôle a poursuivi la structuration du tissu des acteurs locaux notamment au sujet de l'identification et de la maturation des briques technologiques. Il a accompagné plusieurs projets dans le cadre de GIMNOTE et animer le réseau des adhérents locaux,

CONSIDERANT que dans le cadre de l'axe mobilité durable de son action, SAFE travaille en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et le Groupement Hospitalier de Territoire 83 pour l'emploi de solutions robotiques pour la logistique médicale et que l'année dernière, il a travaillé sur la faisabilité d'un projet avec les différentes parties prenantes (hôpitaux de Ste Musse, Ste Anne, ARS, Région et Métropole TPM),

CONSIDERANT qu'en 2025, le projet majeur logistique médicale entrera dans une phase d'élaboration du cahier des charges avant l'étude de la faisabilité d'emploi de drones. Certains trajets envisagés étant situés en zone fortement peuplée, le projet supposera des simulations et sans doute une démonstration réelle en zone maritime, duale (usages civils et militaires) afin d'évaluer certaines briques technologiques et de définir l'organisation. Sur la base d'une spécification du besoin, un appel à manifestation d'intérêt sera lancé afin de sélectionner une solution industrielle,

CONSIDERANT que le Pôle SAFE organisera un événement national (SAFE Drones Day) portant sur la mobilité et l'acceptabilité de ces solutions qui se déroulera à Toulon, le 2 octobre, et associera des utilisateurs (notamment de la filière santé et distribution), des fournisseurs de technologies et des structures nationales et européennes afin d'accompagner des porteurs de projets,

CONSIDERANT que les principaux bénéficiaires de l'action solutions robotiques pour la logistique médicale du pôle sont les établissements de santé, la Marine Nationale, les acteurs industriels et les PME concernées du territoire, l'SEN, l'Université et la Métropole TPM,

CONSIDERANT que dans le cadre du volet résilience de son action territorialisée, le pôle a invité plusieurs services de la Métropole au groupe de travail qui s'est réuni le 21 janvier 2025 et qui a porté sur les thèmes de la préparation des populations à la résilience, de l'aide à la décision et la continuité des dispositifs de crise et de la maîtrise de la continuité de fonctionnement des réseaux ; l'objectif étant de pouvoir identifier des territoires en capacité d'expérimenter les solutions capables de répondre aux besoins,

CONSIDERANT enfin la convention de subventionnement ci-jointe,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ALLOUER à l'association « PEGASE » (Pôle SAFE) une subvention de 35 000 € pour son action « Territoires SAFE » au titre de l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe selon lesquels l'association « PEGASE » s'engage notamment à communiquer, régulièrement, à Toulon Provence Méditerranée des bilans intermédiaires de son activité sur le territoire de la Métropole.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748, opération 15.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

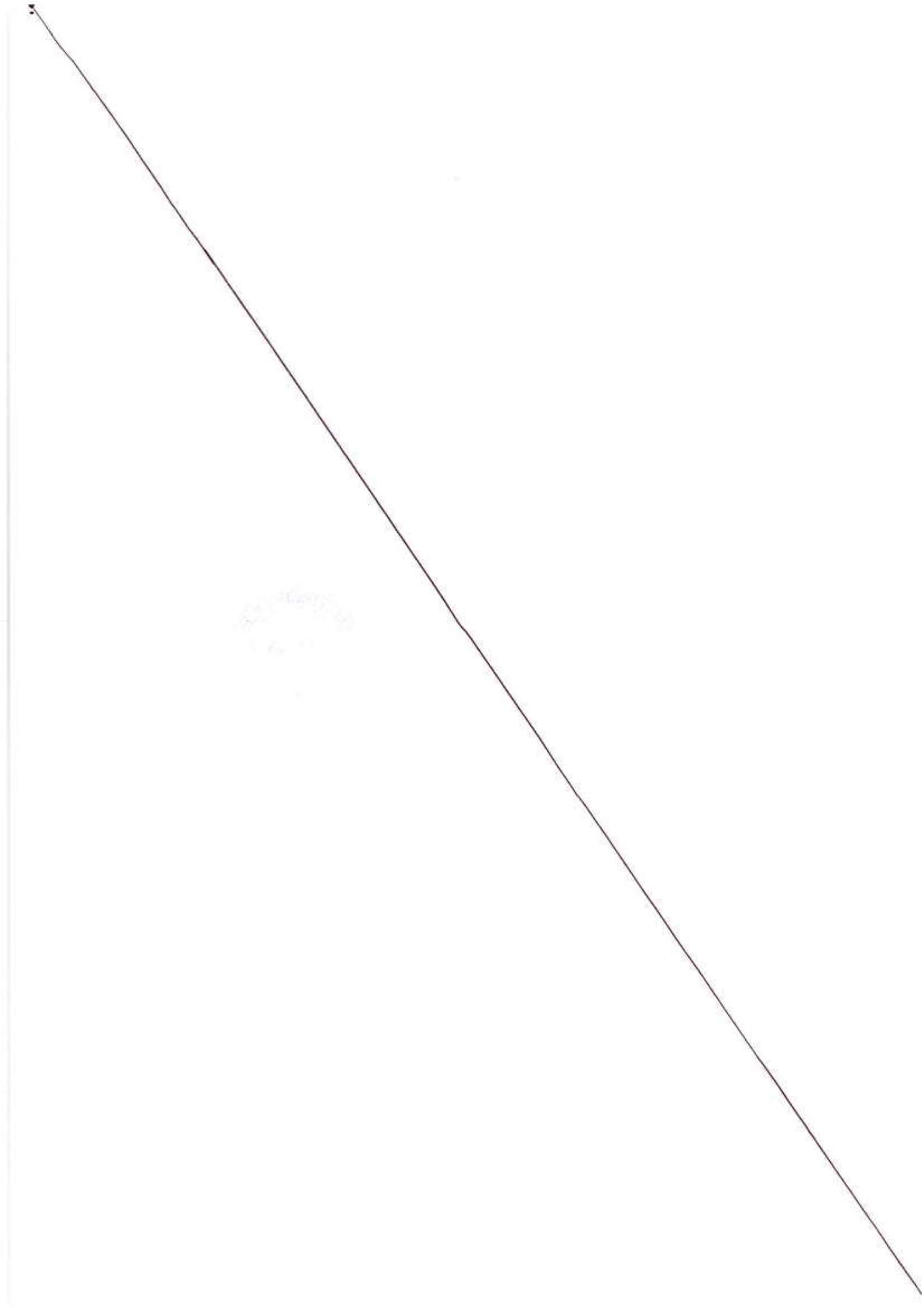
Fait à Toulon, le 12 mai 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0







CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ET

L'ASSOCIATION PEGASE
POUR L'ACTION « TERRITOIRES SAFE »

Au titre de l'ANNEE 2025

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son président, Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la décision n° DM du Bureau Métropolitain du 2025, ci-après désignée Toulon Provence Méditerranée,

Ci-après désignée « La Métropole »

ET

L'Association PEGASE, ayant son siège Bâtiment Henri Poincaré – Domaine du Petit Arbois – Avenue Louis Philibert - 13545 AIX EN PROVENCE cedex, représentée par son président dûment mandaté, Monsieur Benoît HANCART, habilité à cet effet par les statuts de l'association

Ci-après désignée « l'Association »

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini à l'article 3 de la présente que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 - Exposé des motifs

Depuis 2010, le Pôle de Compétitivité SAFE œuvre à la structuration d'une filière « Solutions aériennes et sécurité » dont les drones demeurent un axe majeur.

Ce travail a permis d'identifier et d'accompagner une communauté d'acteurs sur le territoire métropolitain tout en organisant une offre élargie de supports et de services. Avec l'appui de la plateforme d'essais C2RD, le pôle a pu organiser des expérimentations d'envergure sur la région et notamment sur le territoire de TPM (à port Pothuau, en 2021).

Le Pôle SAFE participe au cluster de défense GIMNOTE et s'est investi dans la création du Club Sud Drones piloté par la Région qui associe les métropoles régionales, dont TPM, à la stratégie, aux actions et à la dynamique impulsée.

Son action en matière d'aide à l'innovation et d'accompagnement des projets de ses adhérents s'inscrit pleinement dans le développement des entreprises présentes sur le territoire de la Métropole et de son tissu économique.

Article 3 – Engagement de l'association PEGASE

En 2024, le pôle a poursuivi la structuration du tissu des acteurs locaux notamment au sujet de l'identification et de la maturation des briques technologiques. Il a accompagné plusieurs projets dans le cadre de GIMNOTE et animer le réseau des adhérents locaux.

Pour ce qui concerne l'axe mobilité durable de son action, SAFE travaille en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et le Groupement Hospitalier de Territoire 83 pour l'emploi de solutions robotiques pour la logistique médicale.

L'année dernière, le pôle a travaillé sur la faisabilité d'un projet avec les différentes parties prenantes (hôpitaux de Ste Musse, Ste Anne, ARS, Région et TPM). Les différents échanges ont permis de définir un besoin et d'identifier des lignes de transport pilotes qui seraient pertinentes.

L'association s'engage à mener le programme d'actions suivant en 2025 :

En 2025, le projet majeur **logistique médicale** entrera dans une phase d'élaboration du cahier des charges avant l'étude de la faisabilité d'emploi de drones. Certains trajets envisagés étant situés en zone fortement peuplée, le projet supposera des simulations et sans doute une démonstration réelle en zone maritime, duale (usages civils et militaires) afin d'évaluer certaines briques technologiques et de définir l'organisation.

Les solutions envisagées pour le territoire de TPM pourraient avoir recours à des vecteurs de type ballons. Sur la base d'une spécification du besoin, un appel à manifestation d'intérêt sera lancé afin de sélectionner une solution industrielle.

Un évènement national portant sur la mobilité et l'acceptabilité de ces solutions se déroulera le 2 octobre, à Toulon. Ce SAFE Drone Day associera des utilisateurs (notamment de la filière santé et distribution), des fournisseurs de technologies et des structures nationales et européennes afin d'accompagner des porteurs de projets.

Les principaux bénéficiaires de l'action solutions robotiques pour la logistique médicale du pôle sont les établissements de santé, la Marine Nationale, les acteurs industriels et les PME concernées du territoire, l'SEN, l'Université et la Métropole.

Concernant le volet **résilience** de l'action territorialisée de SAFE, le pôle a invité plusieurs services de la Métropole au groupe de travail qui s'est réuni le 21 janvier 2025 et qui a porté sur les thèmes de la préparation des populations à la résilience, de l'aide à la décision et la continuité des dispositifs de crise et de la maîtrise de la continuité de fonctionnement des réseaux. L'objectif est de pouvoir identifier des territoires en capacité d'expérimenter les solutions capables de répondre aux besoins.

Article 4 – Engagement de la Métropole

Sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement de l'association PEGASE pour l'exercice 2025 ci-joint, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'association PEGASE, au cours de l'exercice 2025, à hauteur de 35.000 € pour l'action « Territoires SAFE » en 2025.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, article 65748, opération 15.

Article 5 – Modalités de versement

La subvention d'un montant de 35.000 € sera versée à l'Association PEGASE selon les modalités suivantes :

- 70 % à la signature de la présente convention, soit 24.500 €.
- Le solde, soit 10.500 €, sur présentation des documents suivants, en deux exemplaires :

- ✓ Un compte-rendu financier signé par le Président et le Trésorier qui devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses et des recettes attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées ;
- ✓ Un rapport annuel d'activités évaluant l'impact du programme subventionné ;
- ✓ Le procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant le Conseil d'Administration, visés par le Président et certifiés par le Commissaire aux comptes.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – Obligations financières et comptables de l'Association

L'Association PEGASE s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'Association PEGASE s'engage à communiquer à Toulon Provence Méditerranée, au plus tard le 30 juin 2026, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier.

L'Association PEGASE s'engage à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une copie du bilan et du compte de résultats 2025 et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de l'Association PEGASE.

L'Association PEGASE s'engage à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée un document mettant en exergue la valeur ajoutée apportée par le soutien financier de Toulon Provence Méditerranée en termes d'accompagnement du développement d'entreprises situées sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée, d'organisation et de participation(s) à des salons ou événements ou de toute autre action ayant contribué au rayonnement de Toulon Provence Méditerranée. Il s'agira notamment du développement du chiffre d'affaires et de la création d'emplois sur Toulon Provence Méditerranée.

En matière de communication, l'Association PEGASE s'engage à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour la gouvernance du Pôle SAFE, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet www.metropletpm.fr et à faire parvenir à la Métropole au moins un exemplaire de chaque support diffusé.

De plus, l'Association PEGASE s'engage à informer par courrier ou par tout autre support, ses partenaires situés sur le territoire de la Métropole que Toulon Provence Méditerranée participe financièrement à hauteur de 35.000 € aux actions menées.

L'Association s'engage à informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

L'Association s'engage à porter à la connaissance de la Métropole tout changement de ses statuts et de l'informer sans délai de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations et de lui transmettre la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Article 7 – Durée et résiliation de la convention

Cette convention entre en vigueur à compter de la date de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

En cas de non-respect de tout ou partie des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être considérée comme résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi par l'une ou l'autre des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter lesdits engagements.

Article 8 : Contrôles par les services de la Métropole

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 9 : Evaluation du projet

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs figurant à l'article 3 de la présente convention.

Ces indicateurs devront figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 10 : Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

Article 11 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 : Assurance et responsabilités

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

Article 13 : Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

Article 14 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français, de six pages chacun

A Toulon, le

Pour l'Association PEGASE

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Benoît HANCART

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

Charges

	Coût prévu	
60 - ACHATS	1 116 299,00 € TTC	
Achats matières et fournitures	1 108 299,00 € *	
Précisions	Études et prestations diverses	
Autres fournitures	8 000,00 € *	
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	223 800,00 € TTC	
Locations	149 500,00 € *	
Entretien et réparation	49 364,00 € *	
Assurance	8 000,00 € *	
Documentation	16 936,00 € *	
Précisions	Études et recherche	
62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	652 819,00 € TTC	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	311 027,00 € *	
Publicité, publication	91 884,00 € *	
Déplacements, missions	229 708,00 € *	
Services bancaires, autres	20 200,00 € *	
63 - IMPÔTS ET TAXES	5 100,00 € TTC	
Impôts et taxes sur rémunération	5 100,00 € *	
Autres impôts et taxes		
64 - CHARGES DE PERSONNEL	1 582 300,00 € TTC	
Rémunération des personnels	1 037 718,00 € *	
Charges sociales	534 582,00 € *	

Produits

	Financement prévu	
70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	1 013 613,00 €	
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	1 013 613,00 € *	
73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	0,00 €	
Dotations et produits de tarification		
74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 313 705,00 €	
Etat (précisez le(s) ministères, directions ou services déconcentrés sollicités)	559 800,00 € *	
Précisions	DGA, SGDSN, France 2030-CDC	
Métropole TPM *	45 000,00 € *	
Conseil(s) Régional(aux)	1 237 005,00 € *	
Précisions	Région SUD	
Conseil(s) Départemental(aux)		
Communes	15 000,00 € *	
Précisions	Ville ISTRES	
Communauté de communes ou d'agglomération	144 900,00 € *	
Organismes sociaux (CAF, etc)		
Détailler		
Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	283 000,00 € *	
L'agence de services et de paiement (emplois aidés)		
Autres établissements publics	29 000,00 € *	

	Coût prévu	
Autres charges de personnel	10 000,00 €	*
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5 000,00 € TTC	
Autres charges de gestion courante	5 000,00 €	*
66 - CHARGES FINANCIÈRES	0,00 € TTC	
Charges financières		*
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00 € TTC	
Charges exceptionnelles		*
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	2 000,00 € TTC	
Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	2 000,00 €	*
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (IS), PARTICIPATION DES SALARIÉS	0,00 € TTC	
Impôts sur les bénéfices (IS), Participation des salariés		*
86 - EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0,00 € TTC	
860 - Secours en nature		*
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		*
862 - Prestations		*
TOTAL CHARGES	3 587 318,00 € TTC	
Compléments précisions charges	Budget provisoire hors taxes	

	Financement prévu	
Précisions	ADEME	
Aides privées (fondation)		*
75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	260 000,00 €	
756 - Cotisations	260 000,00 €	*
758 - Dons manuels		*
76 - PRODUITS FINANCIERS	0,00 €	
Produits financiers		*
77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00 €	
Produits exceptionnels		*
78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00 €	
Reprise sur amortissements et provisions		*
79 - TRANSFERT DE CHARGES	0,00 €	
Transfert de charges		*
87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0,00 €	
870 - Bénévolat	427 500,00 €	*
871 - Prestations en nature		*
875 - Dons en nature		*
TOTAL PRODUITS	3 587 318,00 €	